

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Lundi 23 Mars 2026



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

APS. Korité : le président de la République recommande l'unité et le sens des responsabilités à ses compatriotes

Le président de la République, Bassirou Diomaye Faye, a lancé un appel à l'unité et au sens des responsabilités, à l'attention de ses compatriotes, qu'il a invité à servir le pays avec confiance et détermination. Il a lancé cet appel, samedi, à la Grande Mosquée de Dakar, à l'occasion de la prière de l'Aïd el-Fitr, la fête marquant la fin du jeûne musulman. Ensemble, dans l'unité et le sens des responsabilités, nous continuerons à faire avancer notre pays avec confiance et détermination, a-t-il dit. Bassirou Diomaye Faye affirme que ce mois [de ramadan] a une fois encore montré la force de notre nation, une communauté soudée et fidèle aux valeurs de respect, de solidarité et de fraternité. Il invite ses compatriotes à faire prévaloir cet esprit au-delà du ramadan, le jeûne musulman. Durant ces semaines [de jeûne], les Sénégalaises et les Sénégalais ont fait preuve de patience, de compassion, de générosité et de solidarité envers les plus vulnérables, a fait remarquer le président de la République.

<https://aps.sn/korite-le-president-bassirou-diomaye-faye-appelle-a-lunite-et-au-sens-des-responsabilites/>

RTS. DETTE PUBLIQUE : LES DÉPUTÉS EXAMINENT UNE RÉOLUTION DE NON-RESTRUCTURATION

Les députés de l'Assemblée nationale du Sénégal sont appelés à se prononcer, jeudi 26 mars, sur un projet de résolution portant sur la non-restructuration de la dette publique. Avant le vote, le texte sera examiné en commission ce mardi 24 mars à 10 heures (GMT). Cette initiative intervient dans un contexte marqué par les tensions autour de la situation d'endettement du pays. Selon le Fonds monétaire international (FMI), la dette du Sénégal aurait atteint près de 132 % du PIB à fin 2024, après la révélation d'une « dette cachée » évoquée par le Premier ministre Ousmane Sonko. Depuis, les discussions avec l'institution financière internationale peinent à aboutir à un nouveau programme. Alors que le FMI préconise une restructuration de la dette, les autorités sénégalaises affichent une position ferme en faveur du refus de cette option. Le projet de résolution vise ainsi à inscrire la ligne défendue par l'exécutif, privilégiant une stratégie alternative de gestion de la dette.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/economie/dette-publique-les-deputes-examinent-une-resolution-de-non-restructuration>

SUD QUOTIDIEN. Aéroport bientôt opérationnel, nouveau pont... Ousmane Sonko annonce l'accélération des grands chantiers à Ziguinchor

En déplacement à Ziguinchor pour la célébration de la Korité, le Premier ministre Ousmane Sonko a annoncé des avancées majeures sur deux projets structurants attendus depuis des années : la mise en service imminente de l'aéroport et la construction du nouveau pont de Ziguinchor. Des infrastructures jugées décisives pour



le développement économique et la mobilité dans le Sud. À l'occasion de la fête marquant la fin du Ramadan, le Chef du gouvernement a profité de son séjour dans la capitale régionale du Sud pour faire le point sur plusieurs chantiers prioritaires. Devant les journalistes et les populations, Ousmane Sonko s'est voulu rassurant quant à l'achèvement des travaux de l'aéroport de Ziguinchor, longtemps attendu par les acteurs économiques et les voyageurs. « Les travaux de l'aéroport arrivent à leur phase finale, seules quelques finitions techniques restent à réaliser avant son ouverture officielle. D'ici au 30 avril, l'ensemble du chantier devrait être totalement achevé, car l'évolution des travaux est très satisfaisante », a-t-il assuré.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/aeroport-bientot-operationnel-nouveau-pont-ousmane-sonko-annonce-laceleration-des-grands-chantiers-a-ziguinchor/>

SENEWEB. Souveraineté économique : Pourquoi le Sénégal doit d'urgence multiplier ses partenaires !

Dans une économie ouverte, les relations commerciales et financières avec l'extérieur sont indispensables. Importations de biens essentiels, investissements étrangers, financements internationaux ou débouchés à l'exportation structurent une grande partie de l'activité. Lorsque ces relations reposent sur un nombre limité de partenaires, l'économie devient plus exposée aux chocs extérieurs. La diversification des échanges apparaît alors comme un élément important pour renforcer l'autonomie économique et limiter les effets des crises internationales. Les statistiques du commerce extérieur montrent que les échanges restent souvent concentrés sur quelques zones. L'Union européenne demeure l'un des principaux partenaires commerciaux du Sénégal, aussi bien pour les importations que pour les exportations. La Chine, l'Inde et certains pays du Moyen Orient occupent également une place importante dans l'approvisionnement en biens manufacturés, en produits énergétiques ou en équipements. Cette concentration peut devenir problématique lorsque les conditions économiques ou géopolitiques évoluent rapidement, comme cela a été observé lors des perturbations des chaînes d'approvisionnement pendant la pandémie ou lors des hausses des prix de l'énergie.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/souverainete-economique-pourquoi-le-senegal-doit-durgence-multiplier-ses-partenaires_n_487126.html

SENEWEB. Fiscalité : le Sénégal est-il trop généreux avec ses investisseurs ?

Les exonérations fiscales occupent une place importante dans les politiques économiques de nombreux pays en développement. Réductions d'impôts, franchises de Taux sur la valeur ajoutée (TVA), avantages douaniers ou régimes spéciaux sont souvent utilisés pour attirer les investisseurs, soutenir certains secteurs ou encourager la création d'emplois. Au Sénégal, comme dans plusieurs économies africaines, ces dispositifs sont présentés comme nécessaires pour renforcer la compétitivité et compenser certaines contraintes structurelles. Pourtant, leur multiplication soulève une question récurrente sur leur efficacité réelle et sur le manque à gagner pour le budget de l'État. Les dépenses fiscales, c'est-à-dire les recettes auxquelles l'État renonce volontairement, représentent des montants significatifs. Les documents budgétaires publiés par le ministère des Finances montrent que les exonérations fiscales atteignent chaque année plusieurs centaines de milliards de FCFA



https://www.seneweb.com/fr/news/5/fiscalite-le-senegal-est-il-trop-generoux-avec-ses-investisseurs_n_487033.html

SENEWEB. Fiscalité : pourquoi l'État peine à élargir le cercle des contribuables ?

L'augmentation des recettes fiscales est devenue une priorité pour de nombreux États africains confrontés à des besoins croissants de financement. Entre investissements publics, dépenses sociales et service de la dette, les marges budgétaires restent limitées. Pourtant, relever les taux d'imposition ne suffit pas à accroître durablement les ressources. La véritable difficulté réside dans l'élargissement de l'assiette fiscale, c'est à dire la capacité à faire contribuer un plus grand nombre d'acteurs économiques, dans des économies où une large part de l'activité échappe encore à l'impôt formel. Au Sénégal, comme dans plusieurs pays de la région, la pression fiscale repose principalement sur un nombre relativement restreint de contribuables. Les grandes entreprises, les salariés du secteur formel et certaines activités structurées assurent l'essentiel des recettes, tandis qu'une part importante de l'économie reste difficile à imposer. Selon les données du ministère des Finances et de la Direction générale des impôts et domaines, les recettes fiscales représentent environ 18 % du produit intérieur brut ces dernières années, un niveau proche de la moyenne de l'UEMOA mais encore inférieur à celui observé dans de nombreuses économies émergentes.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/fiscalite-pourquoi-letat-peine-a-elargir-le-cercle-des-contribuables_n_486997.html

LEJECOS. Exportations du Sénégal vers l'Uemoa : Une valeur de 58,8 milliards réalisée en novembre 2025

Au niveau de l'Uemoa, durant le mois de novembre 2025, les exportations de biens du Sénégal sont évaluées à 58,8 milliards contre 163,5 milliards le mois précédent, traduisant un net repli des expéditions vers la zone. L'information est rapportée par la Direction de la prévention et des études économiques (Dpee) dans son « Point mensuel de conjoncture » de janvier 2026. La Dpee souligne qu'elles représentent 18,2 % de la valeur totale des exportations, soit une diminution de 5,6 points de pourcentage par rapport à octobre 2025. Au sein de l'Union, précise-t-on, le Mali demeure le premier client du Sénégal avec une part estimée à 73,6 %, bien qu'en baisse par rapport à 88,3 % un mois plus tôt, ce qui traduit une légère diversification des débouchés régionaux. Par ailleurs, la structure des exportations vers ce pays a évolué : les produits pétroliers, qui constituaient l'essentiel des ventes le mois précédent, ne représentent plus que 32,3 % contre 80,5 % auparavant, indiquant un changement dans l'orientation sectorielle des exportations.

https://www.lejecos.com/Exportations-du-Senegal-vers-l-Uemoa-Une-valeur-de-588-milliards-realisee-en-novembre-2025_a30535.html

LEJECOS. Importations du Sénégal dans l'Uemoa : Un repli de 0,5 point de pourcentage enregistré en novembre 2025

Au niveau de l'Uemoa, les importations de biens du Sénégal sont estimées à 8,6 milliards au mois de novembre contre 13,3 milliards au mois d'octobre 2025. Selon la Direction de la prévision et des études économiques (Dpee), elles représentent 1,2% de la valeur totale des importations de biens, soit un repli de 0,5 point de pourcentage, comparé au mois précédent. Au sein de l'Union, précise la Dpee, la Côte d'Ivoire est le



premier fournisseur du Sénégal, avec une part estimée à 72,6% contre 42,3%, un mois auparavant. Les principaux produits importés de ce pays sont le « tabac brut et fabrique » (+35,7%), les « matières plastiques et artificielles » (8,1%) et les produits des industries parachimiques (7,2%).

https://www.lejecos.com/Importations-du-Senegal-dans-l-Uemoa-Un-repli-de-05-point-de-pourcentage-enregistre-en-novembre-2025_a30536.html

LE SOLEIL. KAI BALDOW, AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE AU SÉNÉGAL « Le Sénégal est un partenaire clé pour nous, car pôle de stabilité en Afrique de l'Ouest »

L'axe Dakar-Berlin se consolide. Entre coopération économique, soutien à l'industrialisation pharmaceutique et enjeux de la formation professionnelle, l'Allemagne tient à se positionner comme partenaire stratégique du Sénégal. Dans cet entretien, l'ambassadeur d'Allemagne au Sénégal, Kai Baldow, revient sur les grands axes d'une relation qu'il qualifie de « gagnant-gagnant ». Comment appréciez-vous l'état de la coopération entre le Sénégal et la République fédérale d'Allemagne ? Je suis fier que l'Allemagne, partenaire de la première heure depuis l'indépendance, entretienne des relations amicales avec Dakar. Le Sénégal est un partenaire clé pour nous, car il est un pôle de stabilité en Afrique de l'Ouest. Notre coopération est dense, diverse et mature. Les visites de haut niveau en sont la preuve : en février, une délégation de membres du Bundestag (Parlement allemand) s'est entretenue avec des homologues de l'Assemblée nationale. Peu après, le ministre des Forces armées, le général Birame Diop, s'est rendu à la Conférence de Munich sur la sécurité. Nous souhaitons poursuivre ces rencontres de haut niveau.

<https://lesoleil.sn/actualites/politique/le-senegal-est-un-partenaire-cle-pour-nous-car-pole-de-stabilite-en-afrique-de-louest/>

SUD QUOTIDIEN. New deal technologique au Sénégal : les premiers signaux en marche

Un an après son lancement, la stratégie de transformation numérique du Sénégal commence à produire des effets concrets, entre modernisation de l'administration, inclusion digitale et structuration de l'écosystème technologique. Un an après son lancement officiel, le New Deal technologique sénégalais amorce sa phase de matérialisation. D'après un document du ministère de la Communication, des Télécommunications et du Numérique, plusieurs chantiers structurants sont désormais engagés, traduisant sur le terrain les ambitions de transformation digitale de l'État. Au premier rang de ces avancées figure le guichet unique numérique e-Sénégal, vitrine de cette mutation en cours.

<https://www.sudquotidien.sn/new-deal-technologique-au-senegal-les-premiers-signaux-en-marche/>

SUD QUOTIDIEN. Volume des transactions électroniques : Le Sénégal leader de l'Uemoa avec 24 % des parts

En 2024, le Sénégal a été le meilleur élève en termes de volume de transactions dans le secteur de la monnaie électronique. Selon la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Bceao), le pays présente des parts estimées à 24,1 % contre 22,7 % en 2023. En 2024, le volume des transactions en monnaie électronique a été dominé par le Sénégal dans l'espace Uemoa. Sa part progresse de 22,7 % en 2023 à 24,1 %. Ces



données sont fournies par la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Bceao) dans son rapport sur l'évolution des services financiers publié le 14 mars 2026. Le Sénégal est suivi par la Côte d'Ivoire, en hausse de 20,4 % à 21,4 %. À l'inverse, le Bénin enregistre un recul, passant de 22,2 % à 21,4 %, tout comme le Burkina dont la part diminue de 19,7 % à 18,2 %. Le Togo reste stable autour de 3,2 %, tandis que le Mali maintient sa position à 10,7 %. Les parts de la Guinée-Bissau (0,7 %) et du Niger (0,6 %) restent également inchangées. Ces évolutions, selon la Bceao, confirment la concentration, en 2024, des transactions au sein de quatre pays de l'Union : le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Bénin et le Burkina.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/volume-des-transactions-electroniques-le-senegal-leader-de-luemoa-avec-24-des-parts/>

PRESS AFRIK. Cryptomonnaies en Afrique : Le Mali, le Tchad et le Sénégal franchissent le seuil critique des 5% de fraude

Le paysage de la criminalité numérique en Afrique connaît une mutation profonde. Selon le quatrième rapport annuel de Sumsb sur l'état de l'industrie des cryptomonnaies, le continent a enregistré un tournant décisif. Après une explosion des tentatives de fraude grimpant à 3,6 % en 2024, le taux est retombé à 2,6 % en 2025, marquant une « baisse de 28 % sur un an ». Cette amélioration globale cache pourtant des disparités alarmantes au sein de la zone ouest-africaine. Le Sénégal se distingue avec le taux de fraude le plus élevé de la région, culminant à 6,4 % de toutes les tentatives de vérification en 2025. D'autres marchés comme le Mali, le Tchad ou le Cameroun franchissent également la barre inquiétante des 5 %. Le Mali et la Côte d'Ivoire font partie des zones où les menaces automatisées par l'IA imposent de nouveaux défis aux plateformes.

https://www.pressafrik.com/%E2%80%8BCryptomonnaies-en-Afrique-Le-Mali-le-Tchad-et-le-Senegal-franchissent-le-seuil-critique-des-5-de-fraude_a302940.html

SENEWEB. Programme d'entrepreneuriat TEF 2026 : Un financement global de 50 000 dollars pour soutenir 10 Sénégalais porteurs de projets

La Tony Elumelu Foundation a annoncé ce dimanche 22 mars 2026 la nouvelle cohorte de son programme d'entrepreneuriat africain, mettant en avant la vitalité de l'écosystème entrepreneurial sénégalais. Cette initiative confirme le rôle central de la fondation dans la transformation économique du continent et souligne l'importance de l'entrepreneuriat comme levier de création d'emplois et de croissance inclusive au Sénégal et en Afrique. Sur plus de 265 000 candidatures cette année, environ 3 200 jeunes entrepreneurs ont été retenus parmi lesquels dix Sénégalais. Ce faible taux de sélection reflète à la fois la forte demande et la compétitivité du programme. Ces chiffres mettent en évidence une jeunesse sénégalaise dynamique, créative et porteuse de projets à fort impact mais encore en quête de financements et d'accompagnement structuré. Depuis son lancement en 2015 par Tony Elumelu, le programme a profondément marqué l'écosystème africain. Chaque lauréat reçoit un financement de 5 000 dollars et bénéficie de formations, de mentorat et d'un réseau continental qui facilite les partenariats et l'accès aux marchés.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/programme-dentrepreneuriat-tef-2026-un-financement-global-de-50-000-dollars-pour-soutenir-10-senegalais-porteurs-de-projets_n_487319.html



SENEWEB. Pétrole et gaz : Le contenu local au Sénégal, une mine d'or ou un frein pour les investisseurs ?

Dans plusieurs pays africains, les politiques de contenu local s'imposent comme un instrument privilégié pour renforcer les retombées économiques des grands projets. L'idée est simple : imposer aux entreprises, notamment dans les secteurs des ressources naturelles, de l'énergie ou des infrastructures, de recourir davantage à la main-d'œuvre locale, aux entreprises nationales ou aux fournisseurs installés sur le territoire. Cette orientation vise à éviter que les investissements étrangers ne profitent qu'aux opérateurs extérieurs et à favoriser la création d'emplois, de compétences et d'activités industrielles. Le Sénégal, à l'instar d'autres producteurs de pétrole, de gaz ou de minerais, a adopté des dispositions dans ce sens. Les textes relatifs au contenu local prévoient que les sociétés impliquées dans ces projets doivent accorder une place prioritaire aux entreprises nationales lorsque cela est possible, tout en contribuant à la formation de la main-d'œuvre locale. L'objectif est de transformer l'exploitation des ressources en un véritable moteur de développement, en créant des passerelles entre les grands projets et le tissu économique national.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/petrole-et-gaz-le-contenu-local-au-senegal-une-mine-dor-ou-un-frein-pour-les-investisseurs_n_487248.html

SENEWEB. Pourquoi le pétrole et l'or sont-ils devenus des « cadeaux empoisonnés » pour certains pays ?

Dans de nombreuses économies africaines, les exportations reposent encore sur un nombre limité de produits, souvent issus des ressources naturelles. Pétrole, gaz, minerais ou produits agricoles constituent l'essentiel des recettes en devises de plusieurs pays. Cette spécialisation peut générer des revenus importants lorsque les prix internationaux sont favorables, mais elle rend aussi la croissance instable. Lorsque les cours baissent, les recettes publiques diminuent rapidement, les équilibres budgétaires se dégradent et l'activité économique ralentit. L'expérience récente montre à quel point cette dépendance peut peser sur la stabilité. Les pays fortement exposés aux hydrocarbures ou aux minerais ont connu des cycles marqués, alternant phases d'expansion rapide et périodes de ralentissement. Une hausse des prix du pétrole ou de l'or peut soutenir la croissance pendant quelques années, mais une baisse brutale suffit parfois à réduire fortement les recettes fiscales et à compliquer le financement des dépenses publiques.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/pourquoi-le-petrole-et-lor-sont-ils-devenus-des-cadeaux-empoisonnes-pour-certains-pays_n_487249.html

SUD QUOTIDIEN. Coopération Sénégal-Gabon : une immersion stratégique au cœur de la filière avicole

Dans le cadre du renforcement de la coopération Sud-Sud et de la souveraineté alimentaire, le ministre gabonais de l'Agriculture, Pacôme KOSSY, a effectué une journée de travail au Sénégal, marquée par des visites techniques et des échanges stratégiques. Dans une note du ministère de l'Agriculture et la Souveraineté alimentaire publiée vendredi, la tutelle indique que la mission a permis une immersion complète dans la filière avicole à travers plusieurs étapes. A cette occasion les deux ministres ont eu une séance de travail au MASAE à Diamniadio. Ils ont visité le couvoir Amar à Bayakh, la ferme FAGG à Ndiéguène. Ils ont eu des échanges avec l'interprofession et sont passé au Centre de formation avicole avant de clore leurs activités avec une visite



de NMA Sanders à Pikine.« Nous avons eu des échanges très riches avec l'interprofession et les acteurs du secteur », a souligné le ministre, rendant hommage aux pionniers tels que Babacar Ngom et feu Ameth Amar.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/cooperation-senegal-gabon-une-immersion-strategique-au-coeur-de-la-filiere-avicole/>

LEJECOS. Zone Uemoa : Progression de 6,7% du Pib sur l'année 2025

La dynamique de croissance enregistrée au quatrième trimestre 2025 dans l'Uemoa a été principalement portée par la demande intérieure qui a augmenté de 6,4% sur un an, après s'être accrue de 6,2% le trimestre précédent. Selon la Bceao qui donne l'information dans son rapport sur la politique monétaire dans l'Umoa, en effet, les dépenses d'investissement se sont inscrites en hausse de 8,7%, après 7,6% au trimestre précédent, portées par la relance des activités de BTP dans les secteurs public et privé. Pour sa part, informe la Bceao, la consommation finale a augmenté de 5,5% au cours du trimestre sous revue, après une progression de 5,7% au troisième trimestre de 2025. Le maintien du dynamisme de la consommation est notamment lié au contexte de détente des prix dans les pays de l'Union. Au niveau du commerce extérieur, la contribution à la croissance économique est ressortie positive au quatrième trimestre 2025 (+0,1 point de pourcentage), en relation avec une amélioration du solde commercial.

https://www.lejecos.com/Zone-Uemoa-Progression-de-67-du-Pib-sur-l-annee-2025_a30534.html



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

JEUNE AFRIQUE. Engrais : pourquoi la charge d'Ousmane Sonko contre Indorama est un pari risqué pour le Sénégal

En s'attaquant aux Industries chimiques du Sénégal, contrôlées par le groupe asiatique Indorama, le gouvernement ouvre un bras de fer qui illustre sa volonté de reprendre le contrôle des ressources. Au risque de fragiliser l'attractivité économique du pays. En annonçant vouloir reprendre « l'ensemble des actifs » des Industries chimiques du Sénégal (ICS), l'un des piliers industriels du pays, tout en refusant de renouveler la convention qui liait l'entreprise à l'État, le Premier ministre sénégalais, Ousmane Sonko, a ouvert un nouveau front aux multiples inconnues. Lors d'une conférence de presse à Dakar la semaine dernière, le chef du gouvernement ...

<https://www.jeuneafrique.com/1775733/economie-entreprises/engrais-pourquoi-la-charge-dousmane-sonko-contre-indorama-est-un-pari-risque-pour-le-senegal/>

RFI. Sénégal: priorités réaffirmées pour le Premier ministre Ousmane Sonko en visite à Ziguinchor

Au Sénégal, le Premier Ministre Ousmane Sonko est attendu de retour à Dakar ce lundi 23 mars après avoir passé les festivités de fin du ramadan ce week-end en Casamance.



À Ziguinchor, sa ville d'origine, il a présenté ses vœux aux Sénégalais à l'issue de la prière de la Korité célébrée le 21 mars. À cette occasion, le chef du gouvernement s'est aussi exprimé sur des dossiers clefs. Ousmane Sonko a rappelé ses ambitions en matière de souveraineté. Le Premier ministre du Sénégal a notamment réagi à l'annonce d'une révision de financements accordés à Dakar, en réponse au durcissement de la loi contre l'homosexualité au Sénégal. Annonce faite trois jours plus tôt par Cécile Neven, une responsable politique Belge, ministre de l'Énergie de la Région wallonne. Ousmane Sonko réagit. « Je leur réponds que nous n'attendrons même pas qu'ils suspendent leurs financements. Nous allons leur écrire nous-mêmes pour leur demander d'y mettre fin. La souveraineté compte. Et nous, Sénégalais, il faut qu'on se donne les moyens de défendre ce à quoi on aspire ».

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260323-s%C3%A9n%C3%A9gal-priorit%C3%A9s-r%C3%A9affirm%C3%A9es-pour-le-premier-ministre-ousmane-sonko-en-visite-%C3%A0-ziguinchor>

RFI. Le boom des paris en ligne suscite la convoitise des États africains

Les jeux de paris en ligne sont de plus en plus prisés sur le continent africain – notamment le pari sportif. Cette tendance est tirée par le développement de la téléphonie mobile, des populations jeunes et de l'usage très important du mobile money. La valeur de ce marché est évaluée à 1,85 milliard de dollars en 2024, selon une étude du cabinet de conseil dans le secteur des jeux d'argent SCCG. Elle pourrait atteindre 2,36 milliards de dollars d'ici 2028. De nombreux États sujets à des problématiques budgétaires y voient une manne financière et tentent donc de réglementer et mieux taxer ce secteur. « Nous assistons actuellement à une certaine fièvre fiscale. De nombreux pays africains sont agressifs dans leur recherche de revenus pour combler les déficits budgétaires », constate Stephen Crystal, à la tête de SCCG Management, cabinet de conseil qui revendique avoir piloté plus de 3 milliards de dollars de projets dans le domaine des jeux d'argent. Il donne quelques exemples : « À partir du 1^{er} janvier 2026, le Zimbabwe a officiellement augmenté sa taxe d'exploitation sur le revenu brut des jeux de 3% à 20%, tandis que la Gambie a mis en place une taxe stupéfiante de 50% sur les gains, la plus élevée du continent. »

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/afrique-%C3%A9conomie/20260322-le-boom-des-paris-en-ligne-suscite-la-convoitise-des-%C3%A9tats-africains>

JEUNE AFRIQUE. Ethiopian, South African Airways, Air Sénégal... Le choc pétrolier frappe toutes les compagnies africaines

Alors que la guerre au Moyen-Orient fait flamber les cours du pétrole et du gaz, le prix du kérosène s'envole lui aussi. Ce qui oblige les transporteurs du continent à arbitrer entre hausse des tarifs des billets et absorption de pertes. Le conflit au Moyen-Orient n'en finit pas d'avoir des répercussions sur le secteur aérien. Depuis le 11 mars, Air France-KLM a augmenté de 50 euros le prix de tous ses billets en classe économique, conséquence de la hausse du prix du kérosène. En écho, FlySafair, compagnie low-cost sud-africaine, a elle aussi annoncé une surcharge carburant temporaire d'un mois, à compter du 12 mars...

<https://www.jeunefrique.com/1775366/economie-entreprises/ethiopian-south-african-airways-air-senegal-le-choc-petrolier-frappe-toutes-les-compagnies-africaines/>



COURRIER INTERNATIONAL. Dette africaine : la guerre au Moyen-Orient menace le retour des États sur les marchés

Selon S&P Global Ratings, la guerre au Moyen-Orient est devenue un facteur de risque majeur pour les économies africaines qui envisagent de se tourner vers les marchés financiers internationaux. Alors que la guerre au Moyen-Orient alimente la volatilité des prix du pétrole et l'incertitude mondiale, les pays africains sont confrontés à une nouvelle onde de choc géopolitique susceptible de faire grimper le coût du capital et les dépenses liées à la chaîne d'approvisionnement, estiment les analystes de S&P Global Ratings.

<https://www.jeuneafrique.com/1775615/economie-entreprises/dette-africaine-la-guerre-au-moyen-orient-menace-le-retour-des-etats-sur-les-marches/>

France 24. Guerre au Moyen-Orient : une facture qui s'envole et inquiète déjà les États-Unis et Israël

Alors que les opérations militaires se poursuivent, le coût du conflit grimpe à grande vitesse. Entre dépenses directes, pression sur les budgets et tensions industrielles, la soutenabilité financière de la guerre devient un enjeu central pour les États-Unis comme pour Israël. La guerre au Moyen-Orient pourrait devenir l'un des conflits les plus coûteux de ces dernières décennies. L'administration américaine s'apprête à demander une rallonge de 200 milliards de dollars pour son budget de défense, qui franchirait ainsi le seuil symbolique des 1 000 milliards. Selon le Center for Strategic and International Studies, les coûts directs dépassent déjà les 20 milliards de dollars, tirés notamment par l'utilisation massive de missiles et le déploiement permanent de moyens aériens et navals.

<https://www.france24.com/fr/%C3%A9missions/info-%C3%A9co/20260323-guerre-au-moyen-orient-une-facture-qui-s-envole-et-inqui%C3%A8te-d%C3%A9j%C3%A0-les-%C3%A9tats-unis-et-isra%C3%ABl>

COURRIER INTERNATIONAL. Les États-Unis lèvent les sanctions pour 140 millions de barils de pétrole iranien

Le ministre des Finances américain a annoncé, samedi 21 mars, que Washington allait, provisoirement, autoriser la vente de 140 millions de barils de pétrole iranien déjà chargé sur des navires. Une décision qui interroge la presse américaine, dans la mesure où elle va offrir une manne financière au régime des mollahs au moment même où Donald Trump indique vouloir réduire l'implication des États-Unis dans le conflit. Alors que les prix de l'énergie continuent leur ascension, conséquence de la guerre au Moyen-Orient lancée par les États-Unis et Israël le 28 février, le ministère des Finances américain a annoncé, samedi 21 mars, la levée des sanctions sur 140 millions de barils de pétrole brut iranien déjà chargés à bord de navires. "Aujourd'hui, le ministère des Finances accorde une autorisation ponctuelle et de courte durée autorisant la vente du pétrole iranien actuellement bloqué en mer", a écrit Scott Bessent, le ministre des Finances de Donald Trump, dans un post sur X.

https://www.courrierinternational.com/article/economie-les-etats-unis-levent-les-sanctions-pour-140-millions-de-barils-de-petrole-iraniens_242042

LE FIGARO. Guerre au Moyen-Orient : pourquoi l'économie américaine n'est pas à l'abri d'un choc pétrolier



L'espoir de la Maison-Blanche est que l'Iran cède à son ultimatum et rétablisse très vite la libre circulation dans le détroit d'Ormuz. Après trois semaines d'hostilités entre les États-Unis et Israël d'une part, et l'Iran de l'autre, le scénario d'un conflit court, espéré par Wall Street depuis le début, dont l'impact économique serait rapidement surmonté, devient moins crédible. À moins que le chaud et le froid soufflé par le Donald Trump ne débouchent vite sur une pause effective, ou sur une forme de déblocage du détroit d'Ormuz, les économistes et les investisseurs vont conclure que le monde est face à un authentique choc pétrolier. Le spectre d'une récession pour tout ou partie déclenchées par un tel choc comme en 1973, 1980, 1990 et 2008, resurgit.

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/querre-au-moyen-orient-pourquoi-l-economie-americaine-n-est-pas-a-l-abri-d-un-choc-petrolier-20260323>

LES ECHOS. Guerre en Iran : Trump repousse son ultimatum, le pétrole dégringole

Dans un changement de ton spectaculaire, le président des États-Unis a déclaré avoir eu des échanges positifs avec l'Iran, ajoutant qu'il avait donné ordre de reporter toutes les frappes militaires contre les centrales électriques et les infrastructures énergétiques iraniennes pour une période de cinq jours. Dans la foulée, le prix du baril de Brent a chuté sous le seuil de 100 dollars. La fièvre ne retombe pas ce lundi au Moyen-Orient alors que le conflit qui oppose l'Iran aux États-Unis et à Israël en est à sa quatrième semaine. Toutefois, dans un changement de ton spectaculaire, Donald Trump a annoncé que les États-Unis et l'Iran avaient eu de « très bonnes et productives discussions pour une cessation totale » des hostilités. Il a fait part d'un report « de cinq jours » de toute frappe sur des centrales électriques ou des infrastructures énergétiques en Iran. De son côté, Israël annonce avoir commencé des séries de frappes à grande échelle contre des infrastructures iraniennes à Téhéran où des explosions ont été entendues en tout début de journée.

<https://www.lesechos.fr/monde/afrique-moyen-orient/direct-guerre-en-iran-les-principales-informations-de-ce-lundi-23-mars-2222424>

COURRIER INTERNATIONAL. Comment la guerre au Moyen-Orient profite au tourisme portugais

Face à l'instabilité du Moyen-Orient depuis le début de la guerre en Iran, les opérateurs touristiques présentent le Portugal comme une destination "refuge" et une solution de remplacement, notamment, aux pays du Golfe, rapporte la presse portugaise. Le contexte géopolitique entraîne une "reconversion claire des flux touristiques" vers le pays, confirme un spécialiste. "La guerre au Moyen-Orient détourne 300 000 touristes anglais vers le Portugal", titrait samedi 21 mars sur sa une le Jornal de Notícias (JN). Le quotidien s'appuie sur les prévisions des principaux opérateurs et spécialistes du secteur, qui désignent le territoire portugais comme l'une des principales destinations de substitution, aux côtés de l'Espagne ou de l'Italie, pour échapper à l'instabilité qui frappe le Moyen-Orient depuis le début de la guerre américano-israélienne contre l'Iran, le 28 février.

https://www.courrierinternational.com/article/economie-comment-la-guerre-au-moyen-orient-profite-au-tourisme-portugais_242079

BFMTV. Il arrive dès le 1er mai: Bruxelles annonce que l'accord provisoire avec les pays du Mercosur sera appliqué dans quelques semaines



L'exécutif européen a opté pour une application provisoire de cet accord, combattu par le secteur agricole et la France, mais plébiscité par l'Allemagne et l'Espagne. La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen l'avait annoncé à la fin du mois de février. L'accord commercial entre l'Union européenne et les pays latino-américains du Mercosur sera appliqué provisoirement à partir du 1er mai, a annoncé la Commission européenne lundi. Le Parlement européen avait saisi la justice en janvier pour vérifier la légalité de ce traité de libre-échange. Mais en attendant, la Commission européenne a opté pour une application provisoire de cet accord, combattu par le secteur agricole et la France, mais plébiscité par l'Allemagne et l'Espagne.

https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/union-europeenne/il-arrive-des-le-1er-mai-bruxelles-annonce-que-l-accord-provisoire-avec-les-pays-du-mercotur-sera-applique-dans-quelques-semaines_AD-202603230488.html

LE FIGARO. Avec la guerre au Moyen-Orient, le taux de la dette française à 10 ans à son plus haut depuis 2009

Il a atteint 3,81% ce lundi, alors que les taux de rendement grimpent partout en Europe, face à la crainte d'un retour de l'inflation dans l'économie mondiale. Le taux d'intérêt de la dette française à échéance dix ans a bondi lundi à son plus haut niveau en séance depuis 2009, en raison des craintes d'un regain d'inflation en zone euro avec la guerre au Moyen-Orient, qui provoque une flambée du prix du pétrole. Vers 8h20 (heure de Paris), il a atteint 3,81%, son plus haut niveau depuis juillet 2009, alors que les taux de rendement grimpent partout en Europe. Vendredi, le rendement britannique à dix ans a atteint un plus haut depuis 2008. Le taux d'intérêt de la dette allemande, référence en Europe, a dépassé le seuil des 3% la semaine dernière. Lundi, il atteignait 3,06%, niveau comparable à ceux de 2011.

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/avec-la-guerre-au-moyen-orient-le-taux-de-la-dette-francaise-a-10-ans-a-son-plus-haut-depuis-2009-20260323>

FRENCH.CHINA.ORG.CN. Les IDE réellement utilisés dans la haute technologie en Chine augmentent de 20,4 % en janvier-février 2026

Selon les dernières données publiées par le ministère chinois du Commerce, la Chine a enregistré entre janvier et février la création de 8 631 nouvelles entreprises à capitaux étrangers, soit une hausse de 14 % sur un an. Sur la même période, les investissements directs étrangers (IDE) effectivement utilisés ont atteint 161,45 milliards de yuans. La structure des IDE effectivement utilisés s'améliore sensiblement. Les secteurs de haute technologie ont enregistré 63,21 milliards de yuans d'IDE effectivement utilisés, en hausse de 20,4 % sur un an. Ils représentent ainsi 39,2 % du total national des IDE réalisés, soit une progression de 8,5 points par rapport à la même période de l'an dernier. Parmi eux, les services de recherche et de conception, la fabrication d'ordinateurs et d'équipements de bureau, ainsi que celle d'équipements électroniques et de communication figurent parmi les secteurs ayant connu la croissance la plus rapide des IDE effectivement utilisés.

http://french.china.org.cn/business/txt/2026-03/23/content_118396904.htm

